

# Pour la relance de la coopération économique franco-russe

À l'occasion du séjour à Paris de Dmitri Medvedev, l'ancien chargé de mission auprès de l'Élysée pour la coopération franco-russe\* fait valoir les atouts économiques de la Russie.

**L**e premier ministre Dmitri Medvedev arrive aujourd'hui à Paris dans le cadre du séminaire intergouvernemental franco-russe, un des héritages du dialogue franco-soviétique initié par le général de Gaulle dès 1964. L'objectif de cette rencontre est de renforcer la coopération économique entre les deux pays. Force est d'admettre que cette coopération marque le pas et a besoin d'un nouveau souffle.

Pourtant la Russie et la France entretiennent des liens privilégiés et leur complémentarité est très forte.

D'un côté la Russie dispose, comme on le sait, d'importantes réserves de matières premières et d'hydrocarbures, ce dont nous manquons cruellement. De l'autre, elle se doit de moderniser ses infrastructures, d'accroître son parc de logements, d'améliorer son efficacité énergétique, autant de domaines où notre savoir-faire est reconnu.

Or la Russie de 2012 subit, quoi qu'on en dise, une mutation économique en profondeur. Le défi de la modernisation lancée par Vladimir Poutine et Dmitri Medvedev est en passe d'être relevé, en dépit des difficultés qui perdurent. Le pays connaît une croissance soutenue qui, sur les neuf premiers mois de 2012, a été de 3,9 %, quand la zone euro frôle la récession. Le PIB russe

est, désormais, en neuvième position. Quant au niveau de vie, il a incontestablement progressé, comme en témoigne le PIB par habitant. Celui-ci a été multiplié par 6 depuis 1992 et il est aujourd'hui de 17 000 dollars. Précisons également que la Russie a clairement opté pour la loi du marché et a choisi de s'intégrer dans l'économie mondiale. Le débat est clos : elle a rejoint l'Organisation mondiale du commerce (OMC), les privatisations ont été revues à la hausse et représenteront en 2013 plus de 11 milliards d'euros d'actifs. 1 300 entreprises sont concernées. Elle est devenue un acteur économique comme les autres et elle

ont su s'implanter et réussir dans les domaines les plus divers. Certaines sont investies dans le projet Nord-Caucase et le futur technopôle de Skolkovo. Nous concourons pour le TGV Moscou-Saint-Petersbourg, nous vendons des Airbus, des hélicoptères... Des joint-ventures ont été signés.

Mais c'est insuffisant, au point que nos échanges avec la Russie sont nettement inférieurs à ceux de l'Allemagne et même de l'Italie. Plus grave : depuis janvier 2012, nos échanges ont chuté de 20 %, tandis que ceux de l'Allemagne progressaient de 5,7 %.

En vérité, la France est trop en retrait par rapport à l'élan dynamique qui transforme

« La Russie détient plus de 550 milliards de dollars de réserve de change, et les investissements opérés par ses fonds souverains se situent en 6<sup>e</sup> position sur la scène mondiale »

ne manque pas d'atouts. Sa balance commerciale est très excédentaire. Ses finances publiques sont saines, l'équilibre budgétaire est maîtrisé. Alors que les prélèvements, notamment la fiscalité, caracolent chez nous dans les sommets et nuisent à notre compétitivité, le taux de la fiscalité en Russie est de 13 %. Le poids de sa dette est insignifiant, - 10 % du PIB ; il était de 150 % en 1999. Il est chez nous de... 90 %.

La Russie d'aujourd'hui offre par conséquent d'énormes potentialités pour notre économie. À nous de savoir saisir les opportunités. Plusieurs de nos grandes entreprises

l'économie russe. Notre pays et certains milieux économiques manifestent une réelle frilosité vis-à-vis de la Russie. Les tracasseries de notre administration à l'égard des investisseurs russes créent un climat dissuasif et, dans certains cas, discriminatoire. Résultat : il n'y a que trente entreprises russes implantées chez nous et la Russie n'est que le trente-huitième investisseur étranger en France ! On assiste cependant à une légère progression, la reprise de Gefco, la filiale de PSA Peugeot Citroën spécialisée dans le transport et la logistique automobile, par la compagnie russe de chemins de fer RZD,

pour 800 millions d'euros, étant un bel exemple. Il nous faut repenser totalement notre stratégie économique envers la Russie, quand on sait qu'elle a fait le choix d'investir chez nous. Elle détient plus de 550 milliards de dollars de réserve de change et les investissements opérés par ses fonds souverains se situent en 6<sup>e</sup> position sur la scène mondiale.

**D**e surcroît, la Russie a lancé d'importants chantiers qui sont largement ouverts à la concurrence mondiale dans des secteurs très variés : infrastructures, énergie, tourisme, ingénierie financière... Sans parler des Jeux olympiques d'hiver de 2014 et de la Coupe du monde de football en 2018, qui ont enclenché de gigantesques programmes urbains et d'équipements collectifs. Comment pourrions-nous conquérir ces marchés si, de notre côté, nous ne nous montrons pas plus accueillants ? Nous avons besoin de la Russie comme la Russie a besoin de nous.

La France, la Russie et l'Union européenne, sont confrontées à la même urgence : accroître leur compétitivité face à une globalisation irréversible. À l'heure où la Russie s'éveille, la France et l'Union européenne devront être à ce rendez-vous de l'histoire en relançant leur partenariat économique. Tout pousse les Russes à choisir cette voie, à condition que nous ne les en dissuadions pas. Le séminaire inter-gouvernemental franco-russe devra être l'occasion de conforter cet espace économique commun.

\*Auteur du rapport « Pour un espace économique euro-russe », mars 2012.



DESSINS CLAIREFOND

Clairfond  
2012



»

<